

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les membres de la Commission ont discuté avec les provinces, comme d'ailleurs avec le gouvernement fédéral, des sanctions qui pourraient être appliquées. En examinant notre arsenal, on a constaté que l'on disposait d'une foule de sanctions et nous sommes convenus d'utiliser celles qui s'imposeraient dans les cas où leur application se révélerait nécessaire. Mais, pour ce qui est des provinces, je ne suis pas au courant des promesses qu'elles ont pu faire à la Commission. Elles ont toutefois accepté d'utiliser les sanctions qui s'imposeraient dans des cas particuliers.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Quelles sanctions le gouvernement fédéral s'est-il engagé à appliquer au cas où les prix s'élèveraient beaucoup plus que les coûts pendant l'année?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, nous ne disons pas d'avance quel fusil nous emploierons contre telle ou telle cible avant de savoir quelle cible nous visons. Le ministre des Finances et moi-même avons eu l'occasion de donner divers exemples du genre de sanctions auxquelles on pourrait recourir. L'application d'une politique d'approvisionnement du gouvernement, le recours au tarif, le choix, par le gouvernement des industries qui recevront des fonds et qui mènent des recherches avec l'aide fédérale, et ainsi de suite. Toutes ces sanctions nous sont accessibles. Nous ne pouvons dire, en réponse à un sourire théorique, à quelles sanctions nous aurons recours avant de savoir quel problème il faudra résoudre.

[Français]

L'INFLATION—EFFETS DES EMPRUNTS DU QUÉBEC À LONDRES ET EN EUROPE

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Au sujet de la lutte contre l'inflation, le très honorable premier ministre n'est-il pas d'avis que les emprunts présentement négociés par le Québec à Londres et sur les marchés européens vont entraîner, au Canada, la circulation de sommes d'argent considérables, comme si cet argent était créé par les banques canadiennes, contribuant ainsi à augmenter les pressions inflationnistes?

M. l'Orateur: J'ai l'impression que l'honorable député invite le premier ministre à exprimer une opinion. La question, en ce sens, n'est pas recevable.

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je voudrais poser une question supplémentaire.

Le très honorable premier ministre a-t-il offert aux provinces une solution qui leur permettrait d'emprunter sur le marché mondial, comme elles font actuellement, mais à un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui est en vigueur actuellement et qui constitue une sérieuse cause de l'inflation?

Le premier ministre a-t-il proposé une solution aux provinces au sujet des emprunts?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, en réalisant nous-mêmes des excédents budgétaires et en ne nous plaçant pas dans la nécessité d'aller négocier des emprunts, nous avons apporté une solution aux provinces et aux municipalités, qui trouvent la voie libre lorsqu'elles désirent faire des emprunts elles-mêmes.

LA SOUVERAINETÉ

L'ACCÈS DU PASSAGE DU NORD-OUEST AUX NAVIRES RUSSES

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle a trait à ses observations d'hier au sujet du *Manhattan* selon lesquelles celui-ci est libre d'aller et venir dans nos eaux de l'archipel de l'Arctique et en cas de besoin il pourra même s'adresser au gouvernement canadien qui lui accordera une aide généreuse. Le ministre peut-il dire si les navires russes, quelles que soient leurs fonctions ou leur commerce, qu'il s'agisse de vaisseaux de guerre ou de navires à missions pacifiques, pourront traverser nos eaux du Nord sans la permission du gouvernement du Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, jamais encore on ne m'avait posé de question plus hypothétique.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, il n'y a rien d'hypothétique dans les dangers courus par le pays si le Nord du Canada demeure ouvert comme il l'est maintenant.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LES FINANCES

LES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS ET LES ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances. Le ministre pourrait-il